

Eléments du contrat de travail

justifiant la demande de carte de séjour « salarié détaché ICT »

(Art. L. 313-24 et R. 313-72 –1° du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile -CESEDA-)

**IMPORTANT** : Article L. 8256-1 du code du travail : le fait de se rendre coupable de fraude ou fausse déclaration pour obtenir, faire **obtenir** ou tenter de faire obtenir à un étranger le titre mentionné à l'article L.8251-1 est puni d'un emprisonnement d'un an et d'une amende de 3 000 €.

**Salarié détaché ICT « Internal Corporate Transferee »**

Nom (s) de famille : Nom (s) de naissance :  
Prénom (s) : Sexe M  F  Nationalité :  
Né (e) le : *jj/mm/aaaa* à Pays :

Passeport : *Numéro* délivré le : *jj/mm/aaaa* expirant le : *jj/mm/aaaa* par :

**Employeurs**

Groupe ou entreprise : *Dénomination* site internet du groupe : *www*

Entreprise ou établissement **du pays tiers à l'Union Européenne** : Société mère  société filiale

Dénomination registre n° *enregistrement*  
Adresse Ville  
Pays

Entreprise **ou** établissement **français d'accueil** : Société mère  société filiale

N°SIRET de l'établissement : *000000000 00000* Activité (NAF) : *00.00A*

Dénomination ou raison sociale :

Adresse Ville

Activité réglementée : *Intitulé* Formalité :  
auprès de : le : *jj/mm/aaaa* N° :

**Éléments du contrat de travail dans l'entreprise ou l'établissement du pays tiers à l'Union Européenne**

Date de conclusion du contrat de travail en cours avec l'employeur étranger : *jj/mm/aaaa*

Emploi occupé :

**diplôme** : délivré le : *jj/mm/aaaa*  
par : *organisme* Pays :

**Exécution du contrat de travail dans l'entreprise ou l'établissement français d'accueil**

Emploi occupé : qualification \*:  
Fonction exercée :

début prévisible de la mobilité intragroupe le : *jj/mm/aaaa* durée prévue : *jj/mm/a*

Salaire brut hors avantage en nature : *0000000,00* € /mensuel  annuel

Avantages ; Logement : *0000,00* € / hebdomadaire  mensuel  ; Autres : *0000,00* € / hebdomadaire  mensuel

\*Selon Convention collective applicable n° IDCC : *00000* ou accord collectif : *intitulé*

Activité réglementée : *Intitulé* Formalité :  
auprès de : le : *jj/mm/aaaa* N° :

**IMPORTANT** : L'employeur signataire est informé qu'il doit s'acquitter de la taxe employeur (Art. L.311- 15 et D.331- 18-3 du CESEDA) après délivrance du titre du séjour au salarié selon les modalités décrites au verso de ce formulaire. L'administration pourra lui demander de justifier du respect de cette obligation.

Nom Prénom  
Qualité **Fait, le *jj/mm/aaaa* à** **Signature et cachet**

Eléments du contrat de travail  
justifiant la demande de carte de séjour « salarié détaché ICT »  
(Art. L. 313-24 et R. 313-72 –1° du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile -CESEDA-)

## ACQUITTEMENT DE LA TAXE EMPLOYEUR

### Etablissement ou service de gestion de la taxe employeur

Elle est due après délivrance du titre de séjour (Art. [L.311-15](#) et [D.331-18-2](#) du CESEDA). la taxe employeur est perçue par l'Office Français d'Immigration et d'Intégration (OFII) jusqu'au 31 décembre 2016.

Etablissement ou service : <i>Dénomination</i>	Siret : <i>00000000000000</i>
Contact : <i>NOM prénom</i>	Fonction :
téléphone : <i>00 00 00 00 00</i>	Courriel :
Adresse :	
Complément :	
Code postal : <i>00000</i> Commune :	

**Ce formulaire doit être joint à la demande de visa ou de titre de séjour présentée par le ressortissant étranger avec les pièces ou documents justificatifs prévus par le titre II de l'arrêté du 28/10/2016)**

<http://www.legifrance.gouv.fr>.

- Un extrait à jour du Kbis de l'entreprise du groupe ou de son établissement accueillant l'étranger en France,
- Le certificat de détachement sécurité sociale ou l'attestation de la demande d'immatriculation à la sécurité sociale française,
- L'attestation de versement des cotisations et contributions sociales et, le cas, échéant, à la caisse de congés payés s'il y est soumis
- Une lettre détaillant les fonctions exercées et l'objet de la mission à effectuer,
- Le cas échéant, justification de l'exercice de l'activité soumise à des conditions réglementaires spécifiques,
- Le cas échéant, le mandat autorisant, une personne morale ou privée établie en France à accomplir les démarches administratives en son nom et pour son compte.